



L'Argentine (et le péronisme) entre influences chinoises et états-uniennes...

Xavier Dupret

Juillet 2019

25.800 signes

Le petit monde des latino-américanistes vient de vivre, non sans stupeur, un grand moment de retournement historique. Mauricio Macri s'est choisi comme colistier à la vice-présidence de l'Argentine un péroniste (de droite) en la personne de Miguel Ángel Pichetto¹.

Il s'agit là d'un évènement comme on n'en vit qu'un ou deux par siècle à l'échelle d'un pays. Ni plus ni moins. En effet, le mouvement péroniste, depuis 1943, date à laquelle Juan Domingo Perón (1895-1974) s'est affirmé comme figure politique de premier plan en Argentine, ne s'est jamais aligné sur le clivage droite-gauche. L'actuelle fracturation du péronisme est, comme nous le verrons, riche d'enseignements quant aux enjeux profonds de cette élection présidentielle. Les conclusions à tirer seront très éloignées des apparences.

Identité du péronisme

Pour bien saisir la portée de cette rupture, il faut retourner aux fondements doctrinaux du péronisme, connu également sous le nom de « mouvement national-justicialiste ». Autant le dire d'emblée, un esprit occidental, qui refuserait de se départir de quelques évidences ayant cours sous nos latitudes, n'a aucune chance de comprendre un tant soit peu le phénomène

¹Ámbito Financiero, édition mise en ligne le 11 juin 2019.

péroniste. Le justicialisme a, en effet, amalgamé des tendances idéologiques contradictoires, à commencer, d'ailleurs, par les plus sulfureuses. Perón n'a, par exemple, jamais caché son admiration pour les régimes autoritaires marqués à droite. C'est ainsi qu'après qu'il ait été chassé du pouvoir, il va passer son exil (doré) en Espagne, alors dirigée par Franco.

En 1943, c'est après un coup d'Etat que Perón arrive au pouvoir et devient ministre du Travail du nouveau gouvernement argentin. Il y a bien des choses à dire sur cet épisode de la vie politique argentine. Commençons par faire le point sur les acteurs. Perón fait, à l'époque, partie d'un groupement d'ambitieux officiers prêts à renverser le président civil de l'époque, le falot Ramón Castillo (1873-1944). Le groupement auquel a adhéré Perón se nomme le GOU (Groupe des Officiers Unis). Le GOU désigne une loge militaire (non-maçonnique) qui est le fait de deux jeunes officiers, Miguel Ángel Montes et Urbano de la Vega, qui vont réussir à gagner à leur cause des officiers supérieurs connus et respectés au sein de l'armée argentine, parmi lesquels Juan Domingo Perón².

L'idéologie portée par le GOU ne souffre, quant à elle, d'aucune ambiguïté. Cette longue et éclairante citation nous permettra d'y voir plus clair.

« Les membres du GOU ont forgé une idéologie proche de celles développées en Europe à cette période par des hommes comme Maurras en France, Ernst Von Salomon en Allemagne ou Ramiro de Maeztu et Primo de Rivera en Espagne. Cette pensée est axée sur plusieurs points :

1/Le caractère catholique, que l'on retrouve rapidement dans les premiers écrits revendicatifs des membres du GOU, *Las bases de la Acción*, puis quelques mois plus tard à nouveau dans *Las nuevas bases*. C'est sur la base de ces textes qu'est pris le décret du 31 décembre 1943 sous le gouvernement militaire de Pedro P. Ramirez. Le texte stipule : « L'école sans religion est une école antidémocratique et anticonstitutionnelle qui ne prépare pas l'enfant à l'honneur suprême auquel peut aspirer chaque Argentin, celui d'être président de la Nation ». Au-delà de la sphère officielle, plusieurs membres du GOU affirment le caractère catholique de la révolution qu'ils souhaitent porter au sein des médias. Ainsi, un auteur anonyme en lien avec le GOU peut-il écrire dans le périodique catholique « El Pueblo » : « Le libéralisme laïc et agnostique est coupable d'avoir privé la Nation d'une doctrine morale ». Une conséquence annexe de cette catholicité réaffirmée conduit le GOU, comme la plupart des milieux militaires, à condamner la franc-maçonnerie.

2/La deuxième caractéristique de l'idéologie du GOU correspond à la reconnaissance de la notion d'hispanité. Par là même, les officiers dirigeant le GOU affirment l'appartenance à une identité culturelle hispanique, entamant un rapprochement avec l'Espagne du général Franco, et marquant leur désapprobation de l'influence anglaise durant les années suivant la fin de la Première Guerre mondiale sur l'économie argentine.

3/Enfin, la dernière caractéristique identifiable du GOU réside dans son militantisme nationaliste. Les membres du GOU ont forgé une idéologie nationaliste axée sur un double rejet : celui des forces socialistes inspirées par la doctrine marxiste et celui des partis conservateurs, jugés trop proches de l'impérialisme anglo-saxon »³.

² Noberto Galasso, *Perón. Formación, ascenso y caída. 1893-1955*, Tome 1, Ediciones Colihue, Buenos Aires, 2006, p. 142.

³ Pascal Madonna, Le péronisme : du coup d'État militaire au justicialisme in *Diacronie*, n° 24, 4/2015.

Si l'influence du GOU sur le péronisme naissant est indéniable, on notera, cependant, un éloignement de plus en plus marqué de Perón vis-à-vis de l'Eglise catholique, sous l'influence d'Evita Duarte (1919-1952), sa deuxième épouse. En revanche, l'orientation résolument nationaliste constitue le fil d'Ariane unissant les différentes fractions du péronisme à travers l'histoire. Ce point doit être intégré, avec bien des nuances, dans l'analyse.

Exégèse complexe

Le péronisme s'est défini, de ce point de vue, comme une troisième position entre le marxisme et le libéralisme dans le contexte de la guerre froide. « Pour nous, justicialistes, le monde se divise aujourd'hui entre capitalistes et communistes. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Nous prétendons nous situer en dehors de cette lutte idéologique entre puissances mondiales »⁴.

Ce positionnement d'équilibrisme entre le « collectivisme » et le capitalisme aurait pu être celle de n'importe quelle formation démocrate-chrétienne dans l'immédiat après-guerre. Cependant, l'insistance du justicialisme sur la défense de la souveraineté nationale argentine (« Nous désirons une Argentine socialement juste, économiquement libre et politiquement souveraine »⁵) différencie le péronisme de la démocratie chrétienne, davantage universaliste à l'image des enseignements de l'Eglise.

Pourtant, le péronisme ne se définit pas comme un anti-impérialisme militant à la manière d'autres corpus idéologiques nés dans ce que l'on appelait autrefois le Tiers-monde. Une prudence certaine caractérise, en effet, le péronisme dans la gestion des rapports de forces avec l'Oncle Sam.

C'est ainsi que Perón n'hésite pas dans un ouvrage à caractère doctrinal à tempérer les ardeurs des plus nationalistes de ses partisans : « Le péronisme aspire à l'unité nationale et non à la lutte. Il veut des héros, mais pas des martyrs »⁶. Le pragmatisme est ici clairement de mise.

Le péronisme développe assez systématiquement son action dans les limites d'un rapport de forces bien compris. La pression occidentale sur l'Argentine existe depuis 1824, date à laquelle la jeune république émancipée de l'Espagne contractait une dette extérieure auprès de la banque britannique Barings⁷. Selon que la conjoncture, spécialement économique, permet ou non de contrecarrer les intérêts occidentaux en Argentine, le péronisme saura faire preuve de flexibilité au gré des circonstances.

Cette caractéristique explique alors comment un mouvement populaire souverainiste né dans le Tiers-monde, et que l'un de ses dirigeants historiques n'a pas hésité à qualifier de « géant invertébré et myope » (John William Cooke), a pu survivre au prix de nombreuses bifurcations qui, avec le temps, ont accentué un déficit de cohérence, se traduisant par de profondes divisions internes. Simultanément, cette obsession pour la survie a permis au

⁴ Juan Domingo Perón, *La fuerza es el derecho de las bestias* (première édition : 1958), Instituto Nacional Juan Domingo Perón de Estudios e Investigaciones Históricas, Sociales y Políticas (éditeur), 2006, Buenos Aires, p.17.

⁵ Juan Domingo Perón, op.cit., p.16.

⁶ Juan Domingo Perón, op.cit., p.15.

⁷ Lire à ce sujet Norberto Galasso, *De la banca Baring al FMI. Historia de la deuda externa argentina*, Ediciones Colihue, 2002, Buenos Aires.

péronisme de marquer de manière indélébile l'Argentine contemporaine. Cette donnée s'avère, comme nous le verrons, fondamentale pour comprendre la portée de l'actuelle division entre kirchnéristes et pichettistes au sein du péronisme.

Protéiforme, flexible et omniprésent

Cette élection opposant Cristina Kirchner et Miguel Ángel Pichetto trouve précisément son origine dans cette hyperflexibilité du péronisme sur les questions internationales. Certains parcours individuels laissent, à ce sujet, pantois. Le président Carlos Menem (né en 1930 et président de l'Argentine de 1989 à 1999) est connu pour avoir rapproché les péronistes du Fmi et des Etats-Unis. Menem décrivait, par exemple, les relations entre Buenos Aires et Washington en les qualifiant de « charnelles ». On notera, avec intérêt, que dans les années 1970, Carlos Menem avait adopté la phraséologie révolutionnaire des milieux progressistes latinoaméricains. Mieux, il se revendiquait publiquement de l'action des milieux péronistes révolutionnaires à l'anti-impérialisme marqué, tels que les Montoneros et la Juventud Peronista⁸.

Il est vrai qu'à l'époque, le péronisme est influencé par des facteurs qui font pencher à gauche l'Amérique latine. On citera, en vrac, la montée de la Théologie de la Libération (qui voit des pans entiers de l'Eglise catholique se rapprocher des luttes d'émancipation populaire) et le prestige de la Révolution cubaine. Du début des années 1960 jusqu'au décès de Perón en 1974, le péronisme se dilate sur sa gauche car émerge, dans la région, un rapport de forces susceptible de remettre en cause la domination des Etats-Unis. La mise en œuvre du coup d'Etat de Pinochet au Chili va bouleverser cette donne et le péronisme au pouvoir va délibérément opérer un resserrement à droite sous la présidence d'Isabel Perón de juillet 1974 à mars 1976. Le péronisme, sous la pression de la conjoncture internationale, rebalance alors sur sa droite. Et lorsque les péronistes reviennent au pouvoir en 1989, l'heure n'est plus, vu le monopole d'influence des Etats-Unis sur les relations internationales de l'époque, à la conception de projets politiques alternatifs. Le rouleau compresseur néolibéral était passé par là et le péronisme va s'adapter, sans trop d'états d'âmes.

Les années 2000 ont vu, avec l'avènement de Nestor et Cristina Kirchner, la formulation d'un projet d'émancipation nationale et populaire dans un contexte qui n'est pas loin de faire penser à la naissance du péronisme dans les années 1940. La Deuxième Guerre mondiale avait fait grimper le prix des matières premières alimentaires, dont le pays est traditionnellement un grand producteur, tant et si bien que l'Argentine détenait de prodigieuses réserves de change en 1945. Ces dernières vont être mises au service d'un projet d'autonomisation à l'égard de l'Europe et des Etats-Unis. « Il s'agissait de cesser d'avoir recours aux capitaux étrangers - surtout britanniques- en rapatriant la dette extérieure et en nationalisant les services publics, les ressources énergétiques, les transports et les communications ». ⁹ La stratégie péroniste était alors « fondée sur l'essor continu des exportations de blé et de viande afin de financer l'importation de biens d'équipement, les investissements en infrastructures et les politiques sociales » ¹⁰. Le contexte de réserves abondantes, suite au boom du soja, a posé les bases de la

⁸Damián Antúnez, Conflictos provinciales entre la Tendencia y la ortodoxia. La Rioja, un caso de estudio in *Revista de Historia Americana y Argentina*, Vol. 51, N° 1, 2016, Mendoza (Argentine), Universidad Nacional de Cuyo, p.187.

⁹ Victor Armony, Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem in *Politique et Sociétés*, Volume 21, Numéro 2, Montréal, 2002, p.59.

¹⁰ Victor Armony, *ibid.*

stratégie kirchnériste de réautonomisation de l'Argentine dans des termes se rapprochant de l'épopée du premier péronisme entre 1945 et 1955. La croissance de la Chine a, à cette époque, permis une augmentation structurelle du cours des matières premières. Il en a résulté une amélioration sensible des réserves de l'Argentine. A la fin de l'année 2004, quand le pays est en convalescence de la grande crise qui l'a frappé en 2001-2002, les réserves de la Banque centrale ne permettent de faire face qu'à 6,5 mois d'importation. En 2011, les réserves de l'Argentine étaient bien plus confortables et totalisaient 16,5 mois d'importation¹¹.

A cette époque, les choses étaient claires. La croissance de la Chine profitait à la nation de Cortázar. Miguel Pichetto était le leader du bloc justicialiste au Sénat et ne manquait pas de soutenir, en bon soldat, les initiatives du kirchnérisme.

A l'heure où ces lignes étaient écrites (juillet 2019), la campagne présidentielle vient à peine de commencer et nul ne peut encore dire si son passé nuira aux ambitions du colistier de Mauricio Macri. En tout état de cause, ce dernier roule, aujourd'hui, pour les intérêts américains dans la région. Ainsi déclarait-il *urbi et orbi* en conférence de presse au lendemain de l'annonce de son ralliement au panache du président Macri : « Nos liens ne doivent plus être orientés vers des pays du Moyen-Orient ou la Russie ou la Chine, avec lesquels il faut entretenir des relations bien sûr, mais il faut se situer définitivement dans un profil occidental et revenir à la relation historique avec les Etats-Unis »¹².

Le péronisme présente, aujourd'hui, le même visage que dans les années 1970. A l'époque, le géant invertébré et myope se contorsionnait dans tous les sens tant il hésitait à s'aligner sur Washington ou, au contraire, tenter un chemin plus aventureux à distance de la puissance tutélaire états-unienne. Les mêmes doutes (la Chine ou les Etats-Unis) produisent les mêmes effets qu'à l'époque de la guerre froide qui opposait Moscou à Washington. Au sujet de la démarche de Pichetto, les langues commencent à se délier dans la presse argentine. Certaines plumes aussi acerbes que bien informées pointent la reconstitution de vieux réseaux ménémistes autour de sa candidature¹³.

Il est vrai que le péronisme n'a jamais quitté le centre de la scène de la vie politique argentine tant ses réseaux sont tentaculaires. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2003, si l'on additionne les voix de tous les candidats péronistes à l'élection présidentielle, on constate que plus de 60% des suffrages se sont portés sur l'un des candidats se revendiquant de l'héritage de Perón contre 76% en 2007, 68% en 2011 et 59% en 2015.

Un poids structurel important

Le péronisme est clairement le premier courant idéologique en Argentine. Cela signifie qu'il est capable de façonner la société, même en cas de défaite électorale. Il constitue l'arrière-plan structurel du débat d'idées et plus globalement, des politiques publiques dans le pays. Mauricio Macri, le premier président libéral-conservateur élu au suffrage universel depuis un siècle en Argentine, n'a pas manqué d'en tenir compte. C'est ainsi que durant la campagne présidentielle de 2015, il a inauguré, en compagnie de personnalités péronistes conservatrices actives au sein du mouvement ouvrier argentin, une statue à l'effigie de Perón. A l'occasion,

¹¹ CEIC Holdings Limited, juin 2019

¹² Buenos Aires Económico, édition mise en ligne du 12 juin 2019.

¹³ El Cronista, édition mise en ligne le 19 juin 2019.

le candidat Macri n'a pas hésité, non sans arrière-pensées polémiques, à se revendiquer d'une certaine vision du péronisme¹⁴.

Par-delà le caractère anecdotique de ce symbole, on est en droit de se poser la question suivante. Qui, du péronisme (de droite) ou de Mauricio Macri, va instrumentaliser l'autre ? Tenter de répondre à cette question suppose de produire un certain nombre de critères de discernement. On commencera par pointer le caractère éminemment protectionniste, en matière de politiques économiques, du péronisme. En dépit de rodomontades libérales, Mauricio Macri a peu modifié l'orientation globalement protectionniste des différents gouvernements kirchnéristes qui l'ont précédé au pouvoir. C'est ainsi qu'en trente mois d'exercice, l'administration de Mauricio Macri avait imposé des droits de douane sur 13 produits (des lave-vaisselle aux tapis). Sur la même période de temps, la présidente Kirchner avait promulgué des taxes d'importation sur 10 produits. De surcroît, l'Argentine macriste a connu 23 litiges à l'OMC concernant sa politique commerciale (contre 26 pour Cristina Kirchner)¹⁵.

Dans un autre registre, malgré les promesses de libéralisation financière et d'abandon des mesures de contrôle des flux de capitaux qui avaient cours sous le kirchnérisme, on observe que le peso argentin reste une devise non convertible. Une devise non-convertible désigne une monnaie dont la circulation est étroitement encadrée par un gouvernement. C'est ainsi que les transferts de fonds en pesos ne sont pas autorisés en dehors du pays. On retrouve ce type de limitations pour de nombreuses devises de la région (peso chilien, réal brésilien, guarani du Paraguay).

Le gouvernement argentin veille à empêcher que sa devise, structurellement fragile, puisse être trop attaquée. C'est ainsi que le cadre de la régulation du marché des changes spécifie de façon formelle que « les entités financières devront faire enregistrer auprès de la banque centrale les opérations réalisées pour compte propre résultant en une augmentation ou une diminution de leur position générale sur le marché des changes quand lesdites opérations correspondent à des rentrées ou des paiements en devises en relation avec des partenaires étrangers (...). Les opérations pour compte propre de l'entité en question devront être enregistrées immédiatement à la date à laquelle se produit la modification sur la position générale de change de l'établissement financier»¹⁶. A l'heure où l'économie argentine souffre avec un peso qui s'est beaucoup déprécié face au dollar depuis des mois, on relèvera que cette obligation de déclaration n'a rien d'anodin. En effet, la loi argentine relative aux entités financières (*ley de entidades financieras*) dispose *expressis verbis* que « la Banque centrale de la République argentine peut décider de révoquer l'autorisation de fonctionnement d'institutions financières à la demande des autorités»¹⁷. Vu la composition très politique du directoire de la BCRA, si l'administration Macri s'était réellement inquiétée des mouvements spéculatifs contre le peso, elle disposait des moyens d'être informée et d'agir en conséquence. Elle a choisi de ne pas appliquer la loi.

¹⁴ La Nación, édition mise en ligne du 8 octobre 2015.

¹⁵ Bloomberg, édition mise en ligne du 18 juillet 2018.

¹⁶ Banco Central de la República Argentina (BCRA), COMUNICACIÓN "A" 6363, entrée en vigueur le 11/11/2017, p.4 in BCRA, Exterior y Cambios, coordination officieuse (*texto ordenado*), 25/01/2019, p.10.

¹⁷ Ley n° 21.526, article 44 alinéa a, 14 février 1977 (Url : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/15000-19999/16071/texact.htm>). Date de consultation : 28 juin 2019.

On pourra toujours objecter que le retrait d'une autorisation de fonctionnement doit donner lieu à une reprise des actifs des banques concernées. C'est oublier un peu vite que le pôle public bancaire argentin est important. Par exemple, on doit noter la rapide croissance de la banque chinoise ICBC en Argentine avec des actifs pour un équivalent de 195,580 milliards de pesos (4,69 milliards de dollars au taux de change du 2 juillet 2019)¹⁸. ICBC est, de surcroît, la première banque dans le monde avec 4.000 milliards de dollars d'actifs¹⁹. C'est aussi la banque qui présente le plus important profil de croissance en Argentine. Pourtant, au pays de Hebe de Bonafini, les trois premières banques publiques du pays (Banco Nación, Banco de la Provincia de Buenos Aires, Banco de la Ciudad de Buenos Aires) comptabilisent des actifs pour près de 2.000 milliards de pesos (47 milliards de dollars au taux de change du 2 juillet 2019)²⁰.

On retiendra de ces données que le cadre réglementaire argentin en matière bancaire n'a jamais fait l'objet d'une dérégulation en bonne et due forme tant un projet d'inspiration néolibérale n'a pu être mis en œuvre de façon cohérente en Argentine, même quand les péronistes au pouvoir viraient à droite. Ainsi, sous la présidence de Carlos Menem, le protectionnisme argentin a-t-il été, à de nombreuses reprises, pointé du doigt par les partenaires occidentaux du pays²¹.

Nous sommes là aux antipodes du libéralisme économique. On ne se débarrasse pas aussi facilement du péronisme en Argentine ni plus largement, d'ailleurs, du passé de la société dans laquelle on vit. Ce constat est d'autant plus important dans le cas de l'Argentine que cette dernière est un pays périphérique marqué par l'inégalité des termes de l'échange avec le Nord. Une formation sociale de ce type doit encore accomplir, dans de nombreux cas, un authentique démarrage industriel pour rejoindre le peloton du monde développé.

Les classes dominantes en Argentine concentrent leur stratégie d'accumulation sur la rente des produits agricoles et le recyclage de cette dernière dans la finance tant et si bien que c'est l'Etat qui assume, tantôt directement tantôt indirectement, la fonction de diffuseur du progrès industriel et technologique. Cette particularité rapproche historiquement l'Argentine de la Chine qui, à partir des mêmes bases historiques, a réalisé une impressionnante mutation d'ordre socioproductif.

L'embryon de capitalisme d'Etat argentin n'a jamais été intégralement démantelé par les droites au pouvoir. Les choses sont simples dans le cas de la gestion ménémiste de l'Etat. Rétrospectivement, on peut penser qu'elle procédait d'une adaptation à de nouveaux rapports de force internationaux, ne démontrant pas une volonté de rupture nette avec le passé interventionniste et étatisant du péronisme historique. En ce qui concerne Mauricio Macri, l'ambiguïté est davantage de mise. Si, comme nous l'avons vu auparavant, son équipe n'a pas démantelé l'important appareil national de régulation de la finance, c'est aussi parce qu'elle

¹⁸ BCRA, Ranking activos, juin 2019.

¹⁹ S&P Global Market Intelligence, 2018. ICBC est déjà la 9^{ème} banque d'Argentine alors qu'elle y a commencé ses opérations, il y a 5 ans à peine...

²⁰ BCRA, Ranking activos, juin 2019

²¹ Andrés Cisneros et Carlos Escudé (dir), *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina. Las relaciones carnales: los vínculos políticos con las grandes potencias, 1989-2000 (vol.15)*, Centro de Estudios de Política Exterior, Buenos Aires, 2000.

n'a jamais disposé d'une majorité dans les deux chambres lui permettant de pratiquer autre chose qu'un libéralisme « à la sauvette ».

Plus fondamentalement, l'arrivée d'un péroniste (de droite) aux côtés de Mauricio Macri dans la campagne démontrera peut-être finalement que l'avenir de l'Argentine se situe structurellement, peu important, d'ailleurs, les volontés des factions au pouvoir, du côté de la Chine et de son capitalisme d'Etat. Après tout, le président Macri a commencé son mandat par des démonstrations d'hostilité à l'égard de la Chine. Par la suite, le ton s'est considérablement adouci. Depuis l'élection de Mauricio Macri, l'Argentine a signé pas moins de 37 accords bilatéraux d'investissement avec Pékin pour une valeur de 5 milliards de dollars²².

Au total, la phraséologie occidentalocentrique de la droite péroniste, aujourd'hui ralliée à Mauricio Macri, finira sans doute par être rattrapée par d'incontournables réalités matérielles...

²² Clarín, édition mise en ligne le 2 décembre 2018.